

M. Leggatt: Attendez, cela risque fort de vous arriver. Je suis heureux d'apprendre que le député de Vancouver Quadra (M. Clarke) n'en est pas là. J'aimerais rappeler aux honorables représentants ce que le député de Vancouver Quadra disait dans son discours du 9 novembre dernier. Je cite le hansard, à la page 991:

Il y a autre chose que le ministre n'a pas fait, il ne s'est pas attaqué au problème fondamental. Pour ce qui est des abus et des dépenses excédentaires au compte de l'assurance-chômage, le problème fondamental est celui de verser des prestations à ceux qui quittent leur emploi tout simplement parce qu'ils préfèrent toucher l'assurance-chômage...

Cela ne ressemble pas tellement à ce que dit le député de Saint-Jean-Est. Il a dit également:

Il n'y a pas de changement au niveau du taux des prestations qui avait été ramené de deux tiers à 60 p. 100. La date d'entrée en vigueur de cette mesure reste le 1^{er} janvier. Le gouvernement semble toutefois avoir perdu de vue le fait que pour certaines personnes, les deux tiers du salaire représentent pratiquement le minimum vital, alors que pour les travailleurs situés au haut de l'échelle des salaires, 60 p. 100 représentent une somme largement suffisante pour quelqu'un qui ne travaille pas.

Voilà, monsieur l'Orateur, la vraie philosophie des conservateurs, et s'ils ont le courage de leurs convictions ils voteront avec le gouvernement sur ce bill, dans la ligne de l'idéologie de droite si bien exprimée par Milton Friedman et William F. Buckley.

Ailleurs dans son discours, le député de Vancouver Quadra disait:

Comme les Canadiens espéraient que l'on instaurerait des restrictions quand le ministre a fait sa déclaration le 1^{er} novembre, ils ont probablement été très heureux d'apprendre que le gouvernement allait réduire le déficit de l'assurance-chômage...

Le jour même où le ministre a fait sa déclaration j'ai fait connaître la réaction de mon parti pour souligner qu'à notre avis les mesures proposées par le ministre constituaient un progrès.

J'imagine que mon collègue de Vancouver Quadra pensait que le gouvernement n'était pas allé assez loin. J'attends de voir de quelle façon il votera et comment le reste du parti conservateur votera sur ce bill. J'ai l'impression qu'il n'accepte pas celui-là de grand cœur. Je peux voir quelques députés que je placerais dans la catégorie des toriers rouges qui semblent avoir livré et gagné une grande bataille et qui sont tout heureux et souriants ce soir. Je suis heureux de les voir ainsi.

On traite de cette question comme s'il était impossible d'en arriver au plein emploi. Même un pays aussi capitaliste que les États-Unis a eu le courage de proposer une loi sur le plein emploi. C'est feu le sénateur Humphrey qui l'a proposée et elle est encore à l'étude au Congrès. Quoi qu'il en soit, il existe un certain espoir et l'on réalise que l'on doit avoir recours au secteur public pour créer des emplois. Quel bill a-t-on présenté à la Chambre qui laisse entendre que nous avons besoin du plein emploi? Le gouvernement a-t-il fait preuve d'assez de courage pour affirmer qu'il est prêt à se servir de moyens fiscaux pour garantir l'emploi. Nous savons tous ici à la Chambre qu'à celui qui vient chercher son chèque d'assurance-chômage on ne devrait pas le lui donner. On devrait plutôt lui donner de l'emploi. Cependant, comment peut-il trouver un emploi quand ils sont 17 comme lui à rechercher le même emploi?

Le gouvernement actuel se refuse simplement à planifier l'économie pour en arriver au plein emploi. Les problèmes qui se posent à nous ici et qui ont une incidence sur notre droit criminel et sur les grands problèmes sociaux du pays sont directement reliés parce qu'on dit à une tranche importante de la population: «Nous ne voulons pas de vous. Nous n'avons pas

Assurance-chômage—Loi

de travail pour vous. Nous n'avons pas besoin de vous, n'y pensez plus! Voici une aumône». Cette aide prendra la forme d'assistance sociale ou d'assurance-chômage.

On a tellement parlé des abus du régime d'assurance-chômage! Le meilleur moyen serait que le gouvernement dise aux travailleurs «Voilà, vous avez un travail garanti». Il y a beaucoup à faire dans notre pays. Il y a des milliers de choses qu'il faudrait faire et dont le secteur privé ne peut se charger parce que cela ne rentre pas dans ses cordes ou que cela ne lui rapporterait pas. Avec un tel programme, le consommateur verrait enfin s'amenuiser ce déficit dont on parle tant, car les revenus supplémentaires qu'il produirait viendraient renflouer à leur tour l'économie.

Je vois que le gouvernement est acculé. Je l'entends dire: «Nous avons emprunté jusqu'au dernier sous, et nous ne pouvons plus emprunter aux banquiers de New York». Mais cette politique ne fera qu'accroître le déficit. La politique d'austérité de Friedman ne peut remédier à ce déficit au contraire, il faut de nouveaux revenus dans la société pour produire de nouveaux impôts et surtout il faut imposer ceux qui peuvent payer.

Je suis sûr que nous avons tous reçu ces derniers jours des lettres des petits chefs d'entreprise qui se trouvent coincés à la suite de la modification du budget qui ne leur permet plus de bénéficier de l'échappatoire fiscale qui leur permettait de constituer en société leur petite entreprise. Il est normal que ces gens aient le même taux d'imposition que les autres. Cette mesure avait été conçue dans l'intérêt des petites entreprises, et non des professions libérales comme les médecins ou les avocats. Les gens n'arrêtaient pas de nous répéter—surtout ceux des classes moyennes—que si ces personnes sont en chômage, c'est qu'elles ne veulent pas travailler. Ils disent «Il n'y a qu'à voir les fermes. Les agriculteurs manquent de main-d'œuvre. Ces gens-là pourraient faire la récolte de maïs. Comment, ils ne trouvent pas de travail?»

● (2112)

J'ai une solution, monsieur l'Orateur. Ce dont nous avons besoin c'est d'une brigade agricole de médecins et d'avocats volontaires. Au lieu de laisser ces médecins, avocats et parlementaires partir se dorer sous le soleil de Hawaii, et se plaindre des «tire-au-flanc» qui ne veulent plus travailler chaque été, demandons-leur donc de faire la récolte des fruits, l'espace d'un été. Cela nous ferait à tous beaucoup de bien. Ces médecins et ces avocats souffrent tous de problèmes cardiaques et sont en mauvaise forme physique. Nous devrions tous les ramasser et leur dire: «Ne partez pas en Floride ou à Hawaii. Mettons-nous tous à la tâche et rentrons toutes ces belles récoltes.» Nous n'en voudrions alors certainement pas au pauvre ouvrier agricole si son salaire de misère ne lui suffit pas ou s'il ne se satisfait pas de quelques cents par livre de pois, de carottes ou de fraises. De nombreux agriculteurs ne demanderaient qu'à voir les médecins, les avocats, les ministres et les députés et toute la clique aller se salir un peu les mains et aller se distraire un peu au soleil. Au lieu de les enrôler de force, nous pourrions les faire travailler sur une base volontaire. Je pense que c'est une proposition qui mérite qu'on s'y arrête, monsieur l'Orateur.

Une voix: Parlez-en au Syndicat canadien de la Fonction publique.

M. Leggatt: Mon collègue propose de demander au SFCP. Je lui en ai parlé, monsieur l'Orateur, et il a vu des objections